

## LE MAROC CIBLE D'UN ATTENTAT TERRORISTE

# Un mort et quatre blessés à Casablanca

**Le royaume du Maroc est de nouveau ciblé par le terrorisme islamiste. Un attentat kamikaze a, en effet, été perpétré avant-hier dimanche, aux environs de 22 heures, dans un quartier populaire, Sidi Moumen, à Casablanca. Commis dans un cybercafé, l'attentat a fait un mort et quatre blessés.**

Sofiane Ait Ifflis - Alger (Le Soir) - Selon une version des faits rapportée par l'APC, un terroriste, qui se trouvait en compagnie d'un acolyte à l'intérieur d'un cybercafé, aurait actionné la charge explosive qu'il portait sur lui après que le propriétaire du cyber leur aurait interdit, lui et son compagnon, la consultation d'un site Internet faisant l'apologie du terrorisme. Cette version accrédite la thèse selon laquelle le terroriste s'est fait exploser sous l'effet de la colère. Cependant, des sources sécuritaires marocaines ont fait savoir, hier, que les deux terroristes venaient, en fait, de recevoir des instructions via un site Internet. Parmi les blessés dans cet attentat figure l'autre terroriste qui a été arrêté après une vaine tentative de fuite. Selon les habitants du pauvre quartier de Sidi Moumen, les deux terroristes étaient des habitués du cybercafé. Le fils du propriétaire les connaissait bien. Cet attentat, commis après près de quatre années après ceux perpétrés dans la même ville et qui ont fait, rappelons-le, 45 morts et des dizaines de blessés, intervient trois jours après l'arrestation d'un terroriste présumé, Saâd



Un attentat kamikaze a, en effet, été perpétré avant-hier dimanche, aux environs de 22 heures, dans un quartier populaire, Sidi Moumen, à Casablanca. Commis dans un cybercafé. Ph. : D. R.

Houssaïni, dans un cybercafé au quartier Sidi Marouf, à Casablanca. La police marocaine a confirmé jeudi cette arrestation. Saâd Houssaïni, recherché depuis 2002, est soupçonné d'être l'artificier du groupe terroriste islamiste marocain, le Groupe islamique combattant (GIC). Jusqu'à hier, nulle autre indication n'était disponible quant à l'affiliation de deux terroristes auteurs de l'attentat kamikaze de dimanche. Cependant, la piste d'Al Qaïda n'est pas exclue. Elle est même privilégiée. Au cours de l'année 2006, plusieurs groupes terroristes soupçonnés d'affiliation à Al Qaïda auraient été démantelés à Casablanca, Rabat, Meknes et Tanger. Ce qui voudra dire que le terrorisme islamiste a aussi tissé sa toile dans le territoire du royaume marocain. L'attentat de ce dimanche force les autorités marocaines à le reconnaître, elles qui, jusque-là, vendaient l'image d'un royaume présumé contre la nébuleuse. La menace terroriste pèse donc toujours sur l'ensemble du Maghreb. La Tunisie, rappelons-le, a mis en décembre dernier plusieurs jours pour mettre hors d'état de nuire une cellule terroriste qui, vraisemblablement, planifiait des attentats spectaculaires.

S. A. I.

## CHIRAC NE SE REPRESENTE PAS

# “Ne jamais composer avec l'extrémisme”

De notre bureau de Paris Khadidja Baba Ahmed

Il a annoncé sans surprise hier qu'il ne se représentera pas. Il lance indirectement un avertissement à Sarkozy sur ses propositions sur l'immigration. Il consacra la fin de son mandat (16 mai) à des déplacements à l'étranger. URSS ? Liban ? Algérie ? Le choix n'est pas encore fixé par ses équipes de l'Élysée.

Sans surprise, Chirac, après 12 ans à la tête de l'Etat français, a annoncé, dimanche, qu'il ne briguerait pas un troisième mandat. A cela, la majorité des Français s'attendait. Ce qui a par contre marqué sa déclaration de dimanche soir, c'est d'abord le très fort appel qu'il a lancé pour exhorter les Français à rejeter l'extrémisme et le racisme et d'autre part l'absence, en tous cas pour l'instant et pour l'instant seulement, de son soutien à Sarkozy, le candidat de son parti. Comme premier message Chirac sonne l'alarme : “Ne composez jamais avec l'extrémisme, le racisme ou le rejet de l'autre.

Dans notre histoire, l'extrémisme a déjà failli nous conduire à l'abîme. C'est un poison. Il divise, il pervertit, il détruit. Tout dans l'âme de la France dit non à l'extrémisme.



me.” Ce message adressé aux citoyens dimanche est très loin des propos sur “l'odeur et les bruits” des immigrés qu'il a tenus il y a quelques années. Si l'on rapporte ces propos de Chirac aux confidences qu'il a tenues à Pierre Pean et qui figurent dans le livre de ce journaliste paru récemment (*L'Inconnu de l'Élysée*) et où il dit aussi son aversion sans limites de l'extrême droite, on peut penser que Chirac est sincère et qu'il a vraiment changé. C'est tant mieux, même si cela semble venir peut-être un peu tard. Mais ce dernier appel de Chirac ne peut s'ex-

pliquer que par l'énormité de la dernière trouvaille de Sarkozy sur la création d'un ministère de l'immigration et de l'identité nationale et de l'association pour le moins tendancieuse des deux, comme d'ailleurs de nombreuses autres associations du même acabit du candidat de l'UMP : moutons dans les baignoires ; polygamie, profit des aides sociales, et autres mariages forcés qui fusent spontanément dès qu'il aborde les problèmes d'immigration. C'est contre tout cela que le président a tenu à faire son rappel et dire “qu'il ne faut pas composer”, lançant

indirectement un avertissement à Sarkozy, qui, pour arriver au pouvoir, ratisse sur le terrain de le Pen et il est même prêt, en cas de victoire, à composer avec l'extrême droite pour avoir une majorité dans le futur Parlement. Lançant cet appel qui fait suite aux nombreux propos pour le moins étranges du candidat de son parti, il a préféré reporter son soutien à une autre occasion, pour éviter toute équivoque et laisser le temps à Sarkozy de moduler et d'atténuer ses propos. C'est ce que fait, d'ailleurs, Sarkozy depuis hier en s'empêtrant dans des explications alambiquées qui ne convainquent personne.

D'ici la fin de son mandat, Chirac continuera à exercer ses fonctions de chef de l'Etat, axera son activité sur les relations internationales. Son staff étudie actuellement plusieurs pays de destination, dont l'Algérie. Ses collaborateurs estiment cependant que le voyage en Algérie aurait été opportun si le traité d'amitié devait être signé. Mais d'un côté comme de l'autre, l'on est loin de cette perspective, même si les relations entre les deux chefs d'Etat ont toujours été au beau fixe.

K. B.-A.

## RUSSIE

# Le Kremlin renforce son emprise sur le système des partis

Le Kremlin a renforcé son emprise sur le système de partis russes à un an de l'élection présidentielle - avec près de 60% des voix en sa faveur dimanche aux régionales - tout en entretenant l'illusion de la démocratie et du multipartisme. Russie Unie, qui domine la vie politique depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir en 2000, a obtenu 46% des suffrages en moyenne dans les 14 régions appelées à voter, selon des résultats préliminaires publiés lundi.

Elle progresse ainsi de huit points par rapport aux législatives de 2003 (37,8%) et est en position de remporter haut la main les législatives du 2 décembre, souligne l'analyste Sergueï Markov, proche du pouvoir. Le Kremlin peut aussi compter sur une nouvelle force, Russie Juste, qui se dit en “opposition dure” à Russie Unie et chasse sur les terres communistes en prônant la “construction du socialisme”, mais soutient tout aussi fidèlement que son rival Vladimir Poutine. Six mois après sa création, Russie Juste a décroché 11,7% des voix qui, jointes à celles de Russie Unie, représentent près des deux-tiers des suffrages exprimés.

“Notre parti a un visage, celui de la Russie socialiste du 21<sup>e</sup> siècle”, a assuré lundi le leader du parti, Sergueï Mironov, également président du Conseil de la Fédération (Chambre haute), en se félicitant de son score.

Russie Unie se paie même le luxe de remporter les régionales à Stavropol (sud) et de rassembler 20% des voix à Saint-Petersbourg, un des principaux centres de pouvoir russes. “Tout cela, c'est du théâtre. Il n'y a aucune vraie différence. Ce sont deux partis qui soutiennent le Kremlin”, estime Sergueï Parkhomenko, éditorialiste sur la radio Echo de Moscou, un des rares médias russes indépendants. Le président Poutine, régulièrement interpellé à l'étranger sur les manquements à la démocratie dans son pays, “pourra maintenant dire - regardez, nous avons deux partis assez influents, cela marche -”, ajoute-t-il. Le taux de participation, d'à peine 39%, traduit un “manque d'intérêt dans la population” pour ces scrutins, souligne par ailleurs M. Parkhomenko. Pour Andreï Piontkovski, directeur de l'Institut des études politiques, “non seulement le champ politique est - nettoyé -, avec une dominante pro-Kremlin, mais l'électorat aussi”. “Seuls les électeurs les plus conformistes viennent. Les autres sont rendus passifs”, estime-t-il. Les élections régionales signent le “triomphe de la démocratie dirigée” chère à Vladimir Poutine, avec une “construction pro-Kremlin à deux jambes”, ajoute-t-il. “Les autorités comprennent que la menace pour la stabilité publique, c'est une énorme inégalité sociale, une rupture entre les riches et les pauvres. Le parti Russie Juste doit canaliser ce mécontentement”, relève encore M. Piontkovski. Russie Juste n'a pas réussi à évincer toutefois le Parti communiste qui, avec 16%, reste pour l'heure la deuxième force politique du pays. Les ultranationalistes (LDPR) de Vladimir Jirinovski (9,2%) occupent la quatrième place, derrière Russie Juste. Le rapport de forces est ainsi clairement établi - avec quatre à cinq partis en position éligible - à quelques mois des législatives, qui ouvriront ensuite la voie à l'élection présidentielle pour la succession de Vladimir Poutine, ce dernier ne pouvant se représenter. L'opposition libérale ressort une nouvelle fois laminée. Avec 6,86% des voix, l'Union des Forces de Droite (SPS) ne réussit à franchir la barre des 7% nécessaires pour être élue que dans cinq régions. Quant à Iabloko, privé d'élection dans son fief de Saint-Petersbourg pour des questions de procédure, il n'arrive même pas à 4% de voix ailleurs en moyenne.

## IRAN

# Négociateur avec les Etats-Unis n'est plus un tabou

L'ancien président réformateur iranien, Mohammad Khatami, a estimé que négocier avec les Etats-Unis n'était plus un tabou, a rapporté hier, l'agence Isna, après la conférence sur la sécurité en Irak. “Aujourd'hui, ce tabou (négocier avec les Etats-Unis) a été brisé, ce qui prépare le terrain pour régler les problèmes avec un coût moins élevé, en tenant compte des intérêts du pays”, a déclaré M. Khatami, lors d'une rencontre avec les membres de l'Association des journalistes iraniens. Les responsables iraniens ont répété ces dernières semaines qu'ils étaient prêts à négocier avec les Etats-Unis, mais sans conditions préalables. Washington, qui soupçonne l'Iran de chercher à fabriquer l'arme atomique sous couvert de son programme nucléaire civil, exige notamment que Téhéran suspende son programme d'enrichissement d'uranium. Iraniens et Américains se sont retrouvés samedi à la conférence internationale sur la sécurité en Irak, et ont eu des échanges directs dans un cadre multilatéral. Les deux pays n'ont plus de relations diplomatiques depuis 1980, à la suite de la prise en otages des diplomates américains de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran. Américains et Iraniens s'étaient parlé directement pour la dernière fois lors de la conférence de Bonn sur l'Afghanistan en 2001, après la chute du régime des talibans dans ce pays.